



FORUM CAD ET SYNDICATS

CENTRE DE CONFÉRENCES DE L'OCDE (CC13)

21 MARS 2017 – 9 h à 13 h

APERÇU DU PROGRAMME

Thème général : **Le rôle du CAD dans le contexte mouvant du développement et dans le but d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2030.**

Introduction (09h15-09h30)

SESSION 1 : LE CAD DANS UNE NOUVELLE ÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (9 h 30 – 10H45)

MODÉRÉE PAR CHARLOTTE PETRI GORNITZKA, PRÉSIDENTE DU CAD

Le nouveau paysage du développement exige que le CAD se penche sur son rôle ainsi que sur la façon dont il peut soutenir au mieux la réalisation des engagements pris récemment dans certains accords internationaux majeurs (Programme 2030, COP21, Programme d'action d'Addis-Abeba). De nouveaux acteurs assumant davantage de responsabilités sont apparus dans ce paysage en mutation, indiquant ainsi clairement que l'objectif d'un développement durable ne pourra pas être atteint par les actions des gouvernements uniquement. Le CAD a un rôle essentiel à jouer, en particulier lorsqu'il s'agit d'élaborer les normes en matière de politiques et de pratiques d'excellence qui déterminent comment les financements officiels pour le développement peuvent être utilisés de la manière la plus efficace. Il sera donc fondamental de tirer parti de ces compétences de base et de les adapter à l'évolution du paysage. La première session traitera de la façon dont le CAD prévoit de procéder.

Les travaux du CAD avec d'autres parties prenantes dans le cadre du Programme 2030

Le processus de réforme du CAD a conduit à une réflexion importante sur le fait que le CAD doit être plus inclusif, en tendant la main aux États non membres du CAD ainsi qu'aux partenaires non exécutifs (travail, société civile, secteur privé, parlements, collectivités locales, etc.). Cette discussion en panel peut être l'occasion d'approfondir cette réflexion, en apportant des contributions des acteurs non membres du CAD. Suite aux conclusions des précédents forums syndicats-CAD, la discussion portera sur l'importance des partenariats multipartites, tels que les approches politiques pour soutenir le dialogue social pour le développement durable. Enfin, il offrira la possibilité de fournir une mise à jour sur le travail entrepris sur le rôle du dialogue social en tant que moyen de mise en œuvre du programme 2030.

Orateurs

Nadereh Lee, Vice-Présidente du CAD, États-Unis d'Amérique
Federico Bonaglia, Directeur adjoint, Centre de développement de l'OCDE

Julie Seghers, Chargée de plaidoyer, OXFAM

Pierre Hubbard, Conseiller politique principal, TUAC

Marjoleine Hennis, Conseillère affaires sociales et emploi, Pays Bas

SESSION 2 : LE RÔLE DU CAD DANS LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ODD (11 h 15 – 13 h)

MODÉRÉE PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DE LA CSI, WELLINGTON CHIBEBE

Outre son rôle d'organe responsable de la définition des politiques, le CAD joue aussi un rôle crucial de gardien des données et de l'expertise statistique. La mutation du paysage du développement a également entraîné des changements dans le domaine du financement du développement ; en particulier, dans notre façon d'en assurer le suivi et le contrôle. Des efforts sont également en cours à l'OCDE en vue de réviser les mesures existantes et d'en élaborer une nouvelle pour mieux saisir la totalité du financement du développement. Un calendrier de développement élargi exige une meilleure compréhension et un meilleur suivi des secteurs d'allocation du financement, afin d'éclairer le débat sur la meilleure façon d'augmenter les mouvements financiers destinés au développement. Cette séance mettra spécifiquement l'accent sur les efforts visant à remodeler les statistiques relatives au financement du développement pour l'ère actuelle du développement durable. Elle se penchera également sur la manière dont les donateurs octroient et suivent les ressources destinées à un objectif international spécifique : l'Agenda du travail décent.

1^{re} partie : Modernisation de l'APD des ISP et ses implications

La discussion soulignera la motivation sous-jacente de la modernisation de l'APD des instruments du secteur privé ainsi que l'impact que celle-ci aura sur le comportement des donateurs, en particulier à l'égard de l'utilisation des financements mixtes et du rôle des Institutions de financement du développement.

Orateurs **Megumi Muto**, Représentant en chef, JICA France, Co-Président de la Taskforce PSI du CAD
Luca Maestriperi, Directeur Général adjoint de la coopération au développement du Ministère italien des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale

2^e partie : Comment les donateurs soutiennent-ils le Travail décent et comment le contrôlent-ils ?

Cette discussion inclura une mise au point sur les efforts en cours visant à adapter aux ODD le Système de notification des pays créanciers du CAD de l'OCDE. Elle sera suivie d'une présentation de la nouvelle étude menée par l'Overseas Development Institute sur la façon dont les donateurs soutiennent le travail décent. Le rapport examine comment cinq pays donateurs membres du CAD soutiennent et financent l'« Agenda du travail décent » et ses quatre piliers (la création d'emplois, les droits sur le lieu de travail, la protection sociale et le dialogue social). Le rapport s'efforce de mesurer le niveau d'affectation des ressources et de mettre en évidence les lacunes.

Orateurs **Annalisa Prizzon**, Chargée de recherche, Overseas Development Institute
Vincent Guitton, Délégué du CAD, France
Pawel Gmyrek, Chargé des opérations et de l'analyse politique, OIT

Représentant OCDE-DCD-SDF
Représentant, CFDT



Ce projet est cofinancé par l'Union européenne